Salaires et redistribution des revenus

Pierre Harvey

Volume 33, numéro 1, avril-juin 1957

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001217ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001217ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Harvey, P. (1957). Salaires et redistribution des revenus. *L'Actualité économique*, 33(1), 157–165. <https://doi.org/10.7202/1001217ar>

Commentaires

Salaires et redistribution des revenus

D'après les estimés préliminaires du revenu national pour 1956, le total des «salaires, traitements et autres revenus de la main-d'œuvre» s'est accru de 11.5 p.c. par rapport à l'an dernier. Cette augmentation est supérieure à la moyenne des années d'après-guerre; en fait, elle n'a été sensiblement dépassée que lors de la guerre de Corée. Les revenus de placements et les revenus des exploitations agricoles ont cependant déjà donné lieu à des gonflements autrement plus spectaculaires, mais après des «années de vaches maigres», caractérisées, comme on le constate, par exemple, en comparant les mouvements des différentes composantes du revenu national net depuis 1953¹:

	1954 en p.c. de 1953	1955 en p.c. de 1954	1956 en p.c. de 1955
Salaires, traitements et autres revenus de la main-d'œuvre.....	102.4	106.8	111.5
Revenus de placements.....	96.8	118.5	110.2
Revenus des entreprises non sociétaires:			
agricoles.....	69.4	122.4	114.5
non agricoles.....	97.0	110.3	108.8
Revenu national net.....	98.2	110.3	111.1

Dans le cas des salaires, par contre, les progrès sont constants depuis la guerre et même au cours des périodes de récession, comme en 1949 et en 1954. Sans doute les différents accroissements annuels ne sont-ils pas tous de même importance. Ils varient même très largement: de 2.4 p.c. entre 1953 et 1954 à 16.9 p.c. de 1950 à

1. *National Accounts, Income and Expenditures*, (fourth quarter and preliminary annual), 1956 et *National Accounts, Income and Expenditures* (by quarters), 1950-1955, DBS, Ottawa.

L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

1951. Mais le mouvement étant toujours positif, la masse des salaires s'est trouvée multipliée presque trois fois depuis 1945, ce qui se compare comme suit aux autres postes du revenu national:

Salaires, traitements, etc.....	290 p.c.
Revenus de placements.....	260 p.c.
Entreprises non sociétaires:	
agricoles.....	160 p.c.
non agricoles.....	210 p.c.

À la vue de tels résultats on pourrait penser qu'il s'opère actuellement un large déplacement des revenus vers les classes salariées; c'est là d'ailleurs un argument qu'on utilise souvent dans les conflits ouvriers, les patrons pour démontrer l'extravagance des réclamations ouvrières, les chefs syndicaux pour prouver l'efficacité de leur organisation dans la lutte pour le partage du produit global. En fait, il n'est pas si facile d'en arriver à une conclusion nette sur ce point.

Sans doute, la part des salaires dans le revenu national net paraît-elle élevée depuis trois ou quatre ans surtout: 62.0 p.c. en moyenne. Pour analyser la situation actuelle, il faut cependant la comparer aux situations antérieures. Le tableau ci-dessous groupe, pour les trois dernières décades, des pourcentages représentant la part relative des «salaires, traitements et autres revenus de la main-d'œuvre» dans le total du revenu national net¹:

1926.....	56.3	1936.....	63.8	1946.....	54.2
1927.....	56.5	1937.....	62.0	1947.....	56.6
1928.....	56.1	1938.....	62.1	1948.....	57.1
1929.....	61.2	1939.....	58.9	1949.....	58.8
1930.....	64.8	1940.....	55.7	1950.....	57.1
1931.....	71.9	1941.....	54.5	1951.....	56.7
1932.....	74.7	1942.....	50.9	1952.....	59.3
1933.....	72.5	1943.....	52.9	1953.....	61.2
1934.....	66.6	1944.....	50.3	1954.....	63.8
1935.....	64.8	1945.....	50.3	1955.....	61.8

L'examen de ce tableau permet de constater qu'avant la crise de 1929, les salaires ne comptaient que pour 57 p.c. du revenu national net. Avec le début de la crise, l'importance relative des salaires s'accroît rapidement pour atteindre presque 75 p.c. en 1932. La reprise amène une réduction lente du poids relatif des salaires, jusqu'à 50 p.c. en 1945. Avec la fin des hostilités, les

1. *National Accounts, Income and Expenditures*, op. cit. et *Comptes Nationaux, Revenus et Dépenses, 1926-50*, Bureau Fédéral de la Statistique, Ottawa.

salaires prennent de nouveau une importance croissante jusqu'à 64 p.c. en 1954. En tous cas, pour trouver une situation comparable à celle que nous connaissons maintenant il faut remonter aux années 1936-1938. Mais cette période peut-elle se comparer aux trois dernières années? Évidemment non.

On constate en effet que pendant la crise, l'importance relative des salaires s'accroît à mesure que s'accroît le recul de l'activité économique. Et on comprend facilement pourquoi: les taux de salaires étant plus rigides que les profits et autres revenus similaires, ils diminuent moins vite que ces derniers. L'entrepreneur constate d'abord la réduction effective des profits; il diminue ensuite la production et donc l'emploi: par l'extension du chômage la réduction de la masse des salaires suit la réduction de l'activité économique, mais avec retard. Ce qui fait que dans une large mesure, la récession et la crise amènent une augmentation du poids relatif des salaires dans l'ensemble des revenus de chaque période. L'inverse devrait normalement se produire au cours de la prospérité, en tenant compte naturellement des variations de la puissance de négociation individuelle ou collective des salariés selon l'état de la conjoncture.

Tableau I

Taux de chômage et importance relative des salaires¹

Années	Taux de chômage ²	Salaires en p.c. du R.N.N.	Années	Taux de chômage ²	Salaires en p.c. du R.N.N.
1931.....	11.6	71.9	1944.....	1.4	50.3
1932.....	17.6	74.7	1945.....	1.6	50.3
1933.....	19.3	72.5	1946.....	2.5	54.2
1934.....	14.5	66.6	1947.....	1.9	56.6
1935.....	14.2	64.8	1948.....	1.6	57.1
1936.....	12.8	63.8	1949.....	2.0	58.8
1937.....	9.1	62.0	1950.....	2.8	57.1
1938.....	11.4	62.1	1951.....	1.5	56.7
1939.....	11.4	58.9	1952.....	2.0	59.3
1940.....	9.2	55.7	1953.....	1.7	61.2
1941.....	4.4	54.5	1954.....	3.4	63.8
1942.....	3.0	50.9	1955.....	2.8	61.8
1943.....	1.7	52.9	1956.....	2.0	62.0

1. Sources: *Comptes nationaux*, op. cit., et *Labour Force, 1945-1955*, DBS Reference Paper no 58. Pour 1956, *La Main-d'œuvre*, mars, juin, août et novembre.

2. Moyenne des taux de mars, juin, août et novembre.

Pour certaines périodes, ces liaisons deviennent évidentes si on compare pour une même année, d'une part le taux de chômage et d'autre part le pourcentage des salaires dans le revenu national net, dans le tableau ci-dessus. De 1931 à 1945, les taux de chômage et les pourcentages des salaires par rapport au revenu national évoluent dans le même sens. Mais depuis 1945, il n'en va plus ainsi: les taux de chômage restent relativement bas et pourtant le poids relatif des salaires s'accroît. Notons cependant que les deux récessions de 1949 et de 1954 donnent lieu à une légère accélération du mouvement, alors que l'inflation de la guerre de Corée produit l'effet contraire. Mais si on ignore pour le moment ces légères déviations, la tendance à la hausse est constante depuis la fin des hostilités, et les salaires qui représentaient à peu près la moitié du revenu national en 1945, comptent maintenant pour plus des trois cinquièmes. Et malgré l'activité fébrile de l'année dernière, qui aurait normalement dû amener un fléchissement au moins léger de l'importance relative des salaires, on assiste à une nouvelle avance. Comme nous le notions plus haut, il faut même remonter aux années 1936-38 pour trouver une situation comparable. Mais il y avait alors plus de 11 p.c. de la main-d'œuvre en chômage alors qu'au cours de l'année 1956, le plein-emploi a été total. Comment alors expliquer cette situation nouvelle.

Considérons d'abord les niveaux des salaires par secteurs, en prenant comme indice le salaire hebdomadaire moyen. Depuis 1945 jusqu'à 1956, les progrès y ont été continus, à raison de 7 p.c. par année en moyenne. Au cours des trois dernières années, les augmentations ont cependant été inférieures aux moyennes de la période. On peut le constater en comparant, pour chaque secteur, les pourcentages d'augmentation de la rémunération hebdomadaire à la moyenne des augmentations pour la période allant de 1945 à 1947 (tableau II).

Dans les deux tiers des cas, les augmentations de 1955 à 1956 sont nettement inférieures à la moyenne des augmentations par secteur depuis 1945. Seul le secteur de la construction se détache des autres. Mais il s'agit là d'un simple phénomène de compensation, les augmentations y ayant été très faibles de 1953 à 1954 et de 1954 à 1955.

Tableau II

Augmentation du salaire hebdomadaire moyen par secteur
en pourcentage du salaire de l'année précédente¹

Secteurs	1945-6	1946-7	1947-8	1948-9	1949-50	1950-1	1951-2	1952-3	1953-4	1954-5	1955-6	Moyenne ²
Forêts.....	7.9	22.0	10.4	3.9	3.4	15.2	14.3	5.1	3.0	0.8	7.8	8.5
Mines.....	1.6	9.7	13.3	5.6	4.8	10.9	9.2	5.1	2.7	3.9	5.9	6.6
Manufactures...	-0.6	12.6	11.9	8.1	5.1	10.9	9.5	5.2	3.3	3.9	4.9	6.8
Construction...	3.1	10.2	9.0	8.7	4.8	11.8	14.5	9.4	0.8	1.5	10.2	7.6
Transport.....	4.1	9.9	10.3	6.3	1.6	9.4	5.0	8.2	2.5	2.8	4.0	5.8
Utilités publiques....	3.4	7.5	10.0	10.7	6.2	9.4	10.2	5.7	4.0	4.1	4.7	6.9
Commerce.....	6.0	10.0	9.9	7.5	5.0	10.0	7.4	5.2	4.8	3.3	4.3	6.7
Finances et assurances...	3.9	6.2	4.5	5.3	4.0	5.4	6.2	5.1	4.1	5.0	6.3	5.1
Services.....	5.7	7.2	10.2	8.4	5.2	7.1	7.7	8.3	5.1	4.6	5.4	6.8
Moyenne ³	3.9	10.6	9.9	7.2	4.5	10.0	9.3	6.4	3.4	3.3	5.9	6.8

1. Source: *Employment and Payrolls*, DBS, Ottawa.

2. Moyenne des augmentations annuelles.

3. Moyenne des augmentations par secteurs.

Si enfin on analyse les augmentations par secteur de 1953 à 1954 et de 1954 à 1955, on trouve des résultats encore plus faibles: 3.4 et 3.3 p.c. respectivement en moyenne. Il semble donc difficile de conclure que la situation actuellement dominante des salaires dans le total du revenu national net résulte d'un gonflement excessif des taux de rémunération au cours des toutes dernières années¹. Si les augmentations de salaires jouent un rôle dans ce problème, c'est par l'accumulation, d'année en année, d'une série d'augmentations parfois faibles mais ininterrompues: à raison de 7 p.c. d'augmentation par année, le salaire hebdomadaire moyen se trouve d'ailleurs multiplié par $2\frac{1}{4}$ au bout de 12 ans, ce qui correspond à peu près à la période qui nous sépare maintenant de la guerre.

Mais ce taux d'accroissement n'est pas suffisant à lui seul pour expliquer le transfert des revenus vers le secteur des salariés, puisque le revenu national net a lui-même augmenté dans une mesure à peu près exactement comparable depuis la guerre. Sans

1. Il faut naturellement tenir compte du fait que dans certains secteurs, la réduction des heures de travail annule, en ce qui concerne le revenu national, une partie de l'effet des augmentations de salaires.

L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

compter que ce n'est pas nécessairement lorsque les augmentations de salaires sont les plus fortes que la part des salariés s'accroît le plus rapidement. On le constate en mettant en parallèle, pour chaque année, la moyenne des augmentations des rémunérations par secteur et le pourcentage indiquant l'importance des salaires dans le revenu national net:

	Moyenne des augmentations de salaires	Salaires en p.c. du R.N.N.		Moyenne des augmentations de salaires	Salaires en p.c. du R.N.N.
1945-46.....	3.9	54.2	1951-52.....	9.3	59.3
1946-47.....	10.6	56.6	1952-53.....	6.4	61.2
1947-48.....	9.9	57.1	1953-54.....	3.4	63.8
1948-49.....	7.2	58.8	1954-55.....	3.3	61.8
1949-50.....	4.5	57.1	1955-56.....	5.9	62.0
1950-51.....	10.0	56.7			

De 1946 à 1949, par exemple, l'accroissement annuel des salaires passe de 10.6 à 7.2 p.c., mais les salaires prennent une importance nettement accrue dans le revenu national net. Par contre, de 1950 à 1951, les salaires augmentent de 10.0 mais la part des salariés se trouve réduite. Enfin, de 1953 à 1954, les salaires n'augmentent en moyenne que de 3.4 p.c., mais la part des salariés se trouve portée à son sommet d'après-guerre. Il semble donc nécessaire de chercher ailleurs la cause de l'évolution que nous avons constatée au début de ce commentaire. Une seule autre explication reste possible: une croissance des effectifs salariés plus rapide que celle des autres catégories de la population active.

Il n'est pas possible de vérifier exactement cette hypothèse, étant donné que dans les publications officielles on ne nous fournit la ventilation par statut occupationnel que de la population active ayant effectivement un emploi au moment de l'enquête. Si alors on compare au total de la population active la population des travailleurs salariés, l'influence de la conjoncture se trouve combinée aux effets des transformations de structures. Malgré cette lacune, l'analyse reste cependant possible. Nous avons en tous cas procédé aux opérations suivantes: pour les années 1946 à 1956, nous avons calculé le pourcentage, pour chaque trimestre, des travailleurs salariés ayant un emploi par rapport au total de la population active. Nous avons ensuite fait la moyenne de ces pourcentages par trimestre pour avoir un indice annuel de l'impor-

COMMENTAIRES

tance relative de la population salariée. Les résultats paraissent assez éloquents¹:

1946.....	65.3	1950.....	68.7	1954.....	72.3
1947.....	66.5	1951.....	71.6	1955.....	74.3
1948.....	67.7	1952.....	73.3	1956.....	76.3
1949.....	68.2	1953.....	73.7		

En l'espace de dix ans, l'augmentation aurait été de 10 p.c. à peu près, avec deux bonds particulièrement sensibles: 1950-51 et 1955-56. Dans ces deux derniers cas, la reprise de l'emploi après les légères récessions de 1949 et de 1954 expliquent sans aucun doute une part du mouvement, étant donné le mode de compilation des statistiques utilisées. De plus, le gonflement conjoncturel de l'offre de travail à l'occasion surtout du sur-emploi de 1956 vient lui-même accroître le pourcentage des salariés. Il ne faut cependant pas exagérer l'influence de cette dernière circonstance, comme on peut le constater en comparant les taux de participation de la population de 14 ans et plus à l'activité économique du pays pour les années 1955 et 1956²:

	1955	1956
Population masculine.....	82.0	82.1
Population féminine.....	23.8	24.7
Population totale.....	52.8	53.3

Même en tenant compte de ces deux derniers phénomènes, une conclusion semble s'imposer à l'esprit: l'augmentation de la part des salariés dans le revenu national net est due moins au gonflement des taux de rémunération qu'aux transformations profondes de structure dont l'économie canadienne semble faire l'objet depuis la guerre. Il devient alors apparemment illusoire de parler d'un transfert des ressources du pays entre les mains des salariés: s'il y a transfert, c'est probablement en terme de population active et d'un statut occupationnel à un autre. Les augmentations de rémunération semblent avoir permis au salarié d'accroître son revenu nominal au rythme de l'augmentation du revenu national, mais pas plus, apparemment.

1. Source: *Labour Force 1945-1955*, op. cit.

2. Population active en p.c. de la population de 14 ans et plus et vivant en dehors des institutions.

Tous les secteurs de l'activité économique ont-ils pu au moins obtenir ce résultat? Examinons, pour terminer, ce dernier point, en nous limitant toujours aux grands secteurs tels que définis dans la statistique officielle. Comparons d'abord le mouvement des rémunérations par secteur depuis 1945. Nous essaierons de voir ensuite comment chaque secteur se situe dans l'échelle des revenus, à l'heure actuelle, par rapport à sa situation à la fin des hostilités.

Si on transforme le salaire hebdomadaire moyen par secteur pour 1956 en pourcentage de celui de 1945, on obtient les résultats suivants:

1 - Forêts.....	241.6	6 - Utilités publiques.....	200.1
2 - Mines.....	200.9	7 - Commerce.....	202.9
3 - Manufactures.....	204.8	8 - Finances et assurances....	172.7
4 - Construction.....	225.5	9 - Service.....	206.3
5 - Transport.....	185.0	10 - Moyenne ¹	200.3

Tous les secteurs n'ont donc pas profité également de la prospérité d'après-guerre. Et étant donné ce que nous avons dit plus haut de l'absence probable de tout transfert de revenu en faveur de l'ensemble des salariés, il devient évident que la place de certaines catégories de salariés dans l'échelle des niveaux de vie a dû se détériorer sensiblement depuis une dizaine d'années.

Pour rendre plus sensibles ces mouvements à l'intérieur de la structure des salaires, nous avons transformé en pourcentage du salaire moyen des industries¹ le salaire hebdomadaire dans chaque secteur pour 1945 d'une part et pour 1956 d'autre part. Classées alors par ordre d'importance des pourcentages en question, les deux séries se présentent comme suit:

	1945		1956
1 - Mines.....	120.5	1 - Mines.....	120.9
2 - Utilités publiques.....	115.2	2 - Utilités publiques.....	115.1
3 - Transport.....	112.5	3 - Construction.....	106.3
4 - Finances et assurances....	108.5	4 - Transport.....	104.3
5 - Manufactures.....	101.3	5 - Manufactures.....	103.6
6 - Construction.....	95.7	6 - Forêts.....	101.3
7 - Forêts.....	84.0	7 - Finances et assurances....	93.6
8 - Commerce.....	83.4	8 - Commerce.....	84.9
9 - Service.....	64.6	9 - Service.....	66.6
Écart maximum.....	55.9	Écart maximum.....	53.3

1. Industrial composite.

On constate immédiatement sur ce tableau que, par industrie, l'écart entre la rémunération la plus élevée et la rémunération la plus faible s'est à peu près maintenue depuis la guerre: il n'y a donc pas eu, du moins sous ce rapport, de réduction sensible ni non plus d'élargissement de l'échelle des rémunérations. La structure des salaires est même restée absolument stable aux extrémités. À l'intérieur cependant les déplacements ont été relativement nombreux; dans deux cas surtout les marges sont importantes: le salaire moyen dans le secteur de la finance et de l'assurance a dégringolé de la quatrième à la septième place et il s'est trouvé réduit de 15 points par rapport à la moyenne générale; d'un autre côté, le secteur de la construction est passé du sixième au troisième rang avec un gain de 11 points. Ce sont probablement ces transformations internes profondes, liées au gonflement relatif des effectifs salariés, qui ont donné naissance à la croyance en un transfert massif des ressources en faveur des salariés et au détriement des autres catégories de détenteurs de revenus.

Pierre HARVEY

**Les cultivateurs
paient-ils leur
part d'impôt
sur le revenu
au Canada?**

Cette question est souvent présente à l'esprit des contribuables canadiens et le *Compte rendu officiel des débats de la Chambre des Communes* nous en apporte annuellement à peu près les mêmes échos depuis 1919. Il n'est évidemment pas facile, surtout quand on se laisse dominer par le sentiment ou la passion, de trouver une réponse satisfaisante à cette question.

Il semble bien, à partir des données officielles ou des visites rapides sur les belles fermes que l'on trouve surtout à proximité des villes, qu'on ne puisse s'empêcher de conclure que les cultivateurs soient en mesure de contribuer davantage à l'impôt sur le revenu. En effet, le secteur agricole, avec 20 p.c. de la population totale du pays en 1955, 15.3 p.c. de la main-d'œuvre totale et 12.8 p.c. de la valeur totale de la production canadienne, n'apporte que 1.1 p.c. du total des impôts des particuliers en 1954, comme en témoigne le tableau I de la page suivante.